



# IMAGINE DEMAIN

Bimensuel togolais d'information générale | N°0029 Jeudi 29 juillet 2021

## Dettes publiques africaines :

# Sandra Ablamba Johnson plaide pour

- Un mécanisme efficace de restructuration des dettes publiques africaines,
- Une meilleure valorisation des efforts économiques du continent en matière de notation...

### Interview exclusive

**Sandra Ablamba Johnson**

Ministre, Secrétaire Générale de la Présidence de la République du Togo, Membre fondateur de « A new ROAD », le premier think tank dédié aux dettes publiques et au financement des économies africaines.

Page 6

## International



**1er Sommet de l'Engagement Sociétal des Entreprises entre l'Afrique & l'Europe: Rendez-vous tenu, de nombreux engagements pris et rendez-vous pris pour octobre 2021! P.2**

## Partenariat



**Sommet IDA20 : Le Chef de l'Etat confiant en la mobilisation de ressources pour le bien-être des populations africaines P.3**

**CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE DÉVELOPPEMENT À LA BASE**

**THÈME**  
Les politiques publiques pour les communautés de base : Stratégies, approches novatrices et résilience

www.confdevbase.tg @MinDevBase

29 & 30 JUILLET 2021 | Hotel 2 Février de Lomé | Retransmis en live sur

# 1<sup>er</sup> Sommet de l'Engagement Sociétal des Entreprises entre l'Afrique & l'Europe: Rendez-vous tenu, de nombreux engagements pris et rendez-vous pris pour octobre 2021!

Le Sommet sur l'Engagement Sociétal des Entreprises entre l'Afrique, la France et l'Europe s'est tenu les 7 et 8 juillet en multiplex, sur une sélection de télévisions nationales du continent africain, le bouquet Canal+ Africa et sur internet, depuis Lomé, Dakar, Ouagadougou, Libreville et Paris.



Sommet de l'Engagement Sociétal des Entreprises  
Afrique - France - Europe

Étaient rassemblés une diversité d'acteurs allant des entreprises aux associations en passant par des fondations et des organisations internationales. Chaque pays hôte (Togo, Sénégal, Gabon, Burkina Faso et France) était représenté par un ministre portant la thématique du panel: Harouna Kaboré, le ministre burkinabé de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat pour le Temps de l'Essentiel, Franck Riestler, Ministre délégué français chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité pour le Temps de l'Exigence, Hughes Mbadinga Madiya, ministre gabonais du Commerce, de l'Industrie et des PME pour le Temps de la Prospérité Partagée et enfin Myriam Dossou d'Almeida, ministre togolaise du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'emploi des jeunes pour le Temps de l'Inclusion. Le sommet a donné lieu à de nombreux engagements d'entreprises, d'acteurs de la société civile et de gouvernements en faveur de la Responsabilité sociétale, de l'inclusion, de l'Economie sociale et solidaire et de l'impact dans la perspective de l'atteinte des ODDs en Afrique.

Au sein de la société civile, on peut par exemple noter l'annonce du décuplement par Women in Africa de son programme-phare WIA 54 portant sur le soutien à l'entrepreneuriat féminin, à l'occasion de ses 5 ans d'activité, ou encore le lancement de SDG Champions Africa, un réseau international de sensibilisation des femmes et hommes aux Objectifs de Développement Durable mais aussi l'élargissement du programme européen sur la formation professionnelle en Afrique Archipelago, porté notamment par la Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines

et Francophones (CPCCAF). Dans le domaine de la santé, le programme de promotion de la santé maternelle au Sénégal porté par Santé en Entreprise avec la Fondation Sanofi Espoir, ainsi que celui sur diagnostic de la tuberculose latente en Côte d'Ivoire en partenariat avec Qiagen révèle une ambition qui recouvre un secteur essentiel et qui montre les efforts de coordination entrepris par les différentes parties prenantes. Ces engagements, venant d'acteurs variés, témoignent de la vitalité des initiatives qui émergent de la société civile.

Du côté des entreprises, des initiatives d'ampleur ont aussi été annoncées, notamment dans le domaine de la formation et de l'inclusion avec Atos Africa qui s'est engagé à accompagner sur un an de jeunes innovatrices du numérique ou encore la création du réseau des entreprises pour l'égalité des chances par Simplon

ainsi que l'Alliance des Entreprises pour la formation et l'insertion professionnelle des jeunes africains avec TotalEnergies. En parallèle du Sommet, Orange a lancé Orange Ventures, un fonds d'investissement dédié à l'écosystème numérique en Côte d'Ivoire doté de 350 millions d'euros ainsi que son 1er rapport de responsabilité sociétale pour le cluster Côte d'Ivoire. Ces démarches RSE visent toutes à répondre aux difficultés de l'entrepreneuriat et de l'innovation en Afrique en incluant l'exigence d'égalité homme-femme.

À l'économique et au social se sont ajoutés des engagements concrets dans le domaine environnemental parmi lesquels la mise en place du processus exigeant et engageant de labellisation « Green Terminal » par Bolloré Ports, une performance environnementale dont le contrôle de conformité est assuré par Bureau Veritas. Concrètement, le Sommet fut l'occasion pour de nombreux acteurs d'échanger et de faire connaître au grand public ainsi qu'aux partenaires leurs initiatives positives.

Diffusé sur de nombreuses télévisions nationales, sur le bouquet Canal+ et sur les réseaux sociaux, ce sommet tenu dans des grandes capitales africaines et à Paris souhaite pérenniser son principe : une nouvelle édition est déjà annoncée pour octobre prochain !

Rendez-vous en octobre 2021 pour la deuxième séquence du Sommet de l'Engagement Sociétal des Entreprises. ■

Sommet de l'Engagement Sociétal des Entreprises  
Afrique - France - Europe  
7 & 8 juillet 2021

sommetengagementsocietal.com  
#SERSE2021  
Les 7 & 8 juillet 2021  
Abidjan, Dakar, Kinshasa, Libreville,  
Lomé, Ouagadougou & Paris

Vers de nouvelles collaborations entre acteurs publics, privés et société civile africains et européens

Partners: africa mutandi, B4GH, SIMPLON, CPCAF, make sense, Atos, BOLLORÉ, CANAL+, eramet, affectio mutandi, mirova, Schneider Electric, MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

www.sommetengagementsocietal.com



IMAGINE DEMAIN

Bimensuel togolais d'information générale

Récipissé N° 0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

Directeur de publication:

Tété B. MENSAB-BOBOE

boboesejoseph@gmail.com

Tel : (+228) 79483748 / 93231786

Comité de Rédaction:

Joseph Mensah-Boboé

Cécile SOSSOU

Serge AZIALEY

Ont collaboré

Coriet Adou

Steve Bodjona

Ève Kuadjovi-ayedou

Service commercial:

(+228) 70353590 /

93231786 / 79483748

Mise en page

Denis TANGOU

+228 93608443

Imprimerie

Imprimerie SDR

Quartier Kôdomé

Distribution

DAMALI Kossi

Tirage: 1000 exemplaires

Contacts

Avepozo Ibomonou

Tél: (+228) 70353590 / 93231786

E-mail: imaginedemain@yahoo.fr

# Sommet IDA20 : Le Chef de l'Etat confiant en la mobilisation de ressources pour le bien-être des populations africaines

*La crise sanitaire liée à la Covid-19 a freiné la dynamique de la croissance des pays africains. Une mobilisation accrue des ressources s'impose pour la relance des économies africaines. Conscients de l'ampleur des actions urgentes à mener, Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé et plusieurs autres dirigeants africains ont débattu sur le sujet à Abidjan le 15 juillet avec des responsables du Groupe de la Banque mondiale lors du sommet sur la 20ème reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement (IDA20).*

Lors des travaux de cette rencontre de haut niveau, le Chef de l'Etat a fait une importante intervention axée sur le rôle primordial du Groupe de la Banque Mondiale et du secteur privé auprès des Etats africains dans la gestion de la riposte à la COVID 19.

Il s'est, dans un premier temps, félicité de la tenue de ce sommet et a adressé ses sincères remerciements au Groupe de la Banque mondiale et ses différents responsables pour leur soutien aux économies africaines. Un groupe qui, à ses yeux, est un allié de taille du continent dont l'accompagnement s'est encore manifesté durant la crise

sanitaire avec ses impacts socioéconomiques.

« En appuyant nos Etats aussi bien dans l'acquisition de matériels sanitaires nécessaires à la riposte que dans la vaccination ou encore dans la relance économique, le Groupe de la banque mondiale à travers l'IDA, a démontré une fois de plus son rôle prépondérant dans la marche du continent vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable », a reconnu le Président de la République dans son intervention.

Il a ensuite exprimé sa ferme conviction en la réussite d'une action commune, en dépit des effets néfastes de la crise socio-sanitaire et

économique à laquelle s'ajoutent les menaces sécuritaires.

« Nous devons investir massivement dans l'inclusion et l'harmonie sociales au sein de nos pays en nous focalisant sur le capital humain, mais aussi l'accès aux services sociaux de base et surtout sur la vulgarisation du digital pour tous et partout sur nos territoires. Investir dans les besoins sociaux de base nécessite non seulement une mobilisation massive des ressources concessionnelles, mais aussi la capacité de nos Etats à disposer de marge de manœuvre budgétaire conséquente», a déclaré le Président Faure GNASSINGBE.

Puis il a mis l'accent sur

l'importance du secteur privé dans la création de l'emploi dans les différents secteurs de production :

« J'aimerais insister sur le rôle primordial que doit jouer le secteur privé dans la création massive d'emplois aussi bien dans la transformation agro-industrielle et manufacturière que dans les infrastructures. La Société Financière Internationale a un rôle majeur à jouer et je voudrais plaider pour plus d'effectivité dans l'utilisation du guichet Private sector window de l'IDA géré par la SFI. Je suggérerais que l'IDA puisse également s'appuyer sur nos institutions régionales de développement comme la Banque Ouest Afri-

caine de Développement, BOAD.»

Les besoins en financement sont estimés à 285 milliards de dollars sur les cinq prochaines années.

Le Président de la République s'est dit confiant que cette reconstitution de l'IDA connaîtra un succès pour le bien-être des populations africaines.

Le sommet a accouché d'une déclaration dite « Déclaration d'Abidjan », un cadre de référence pour la priorisation des prochaines interventions du Groupe de la Banque mondiale sur le continent. Le Togo a marqué son adhésion à cette feuille de route qui révèle de nouvelles approches collectives des questions prioritaires de développement économique et social. Il s'agit évidemment d'une stratégie commune qui permettra

aux pays africains de renforcer substantiellement le capital humain, créer l'emploi à travers des politiques de développement du secteur privé et relancer les économies.

Il est également prévu des mécanismes d'anticipation des crises afin de protéger les populations d'éventuelles pandémies, de crises humanitaires, de catastrophes naturelles et d'insécurité.

L'IDA est une institution du groupe de la Banque Mondiale. Créée en 1960, elle vise à réduire la pauvreté en accordant des prêts sans intérêt et des dons aux pays éligibles à travers le financement des programmes de développement. ■

**Imagine Demain**



Le Président de la République à l' IDA 20 le 15 juillet

# Togo : Qui sont les 100 personnes les plus influentes sur Twitter ?

Par **Coriet ADOU**  @Coriet\_

Une étude menée par Smart Data Power et le journal Imagine Demain a permis d'établir le TOP 100 des comptes togolais les plus influents. Le classement a fait l'objet d'un webinaire international le 16 juillet dernier. Il était co-présenté par Guillaume Djondo, Chief Digital Officer de la Présidence du Togo et Edwige Adjo Mensah, jeune ambassadrice à l'Unicef et attachée de communication à Plan International Togo.

L'analyse de ce TOP 100 a permis de mettre en exergue certaines grandes tendances. Les catégories des personnalités publiques et celles des institutions, ministères, ONG et associations sont les plus influentes sur le Twitter togolais. Ces comptes représentent à eux seuls 43% du TOP 100. S'en suit 3 autres catégories : les journalistes/médias/blogueurs (26%), les entreprises et personnes de la société civile (18%) et les personnes des métiers de la communication et du marketing (13%). Dans cette sélection, 20% sont des femmes.

Et parce que l'influence ne se résume pas qu'au nombre de followers, ils sont classés selon un score croisant différents critères: densité de leur communauté (nombre de followers), utilisation récente de Twitter, activité (moyenne mensuelle de tweets et de retweets), moyenne mensuelle d'acquisition de followers et taux d'attraction (follow ratio).

Le webinaire a reçu un bel accueil : près de 80 personnes y étaient présentes dont des journalistes tels que Noel Tadegnon ainsi que des agences de communication. Il a été suivi par 7 autres pays dont le Bénin, la Côte d'Ivoire et la France. Pendant ce temps, près de 400 tweets et retweets concernant ce webinaire ont été émis.

A travers un échange des

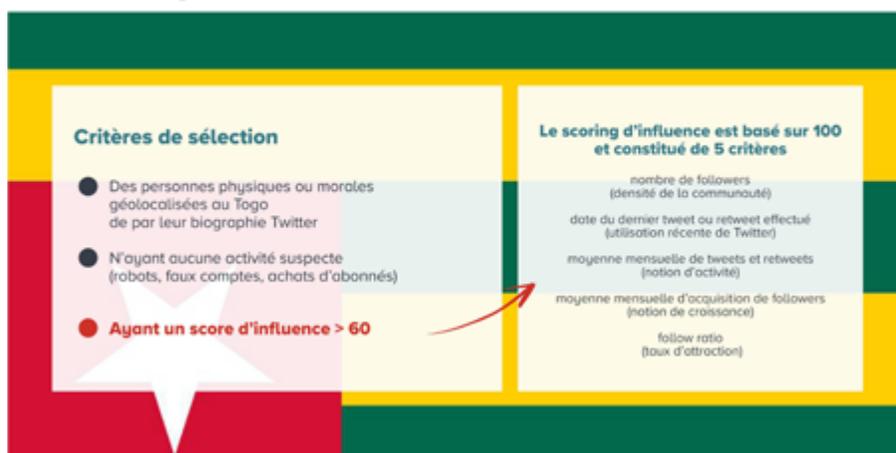
plus conviviaux, les deux intervenants se sont attelés non seulement à définir la notion controversée d'influence mais aussi à répondre à la question "Comment Twitter, les ré-

fier toute la journée une personne qui n'est pas intéressée par le contenu que vous proposez. Sur Twitter, il faut cibler, segmenter et inviter les personnes par secteur d'activité et centres

#TT228 #TgTwittos  
#Team228 #TgInfo  
#Denyigban

**Une opportunité pour les togolais**

## Méthodologie



seaux sociaux et les outils digitaux peuvent-ils participer au rayonnement du Togo ?". En s'appuyant sur leurs expériences, ils ont mis en valeur les infinies possibilités de Twitter tout en partageant les bonnes pratiques du quotidien.

## Quelques exemples de bonnes pratiques

Pour optimiser son profil sur Twitter, certains prérequis sont nécessaires : avoir une photo de profil, une bannière et un nom d'utilisateur adéquat; avoir idéalement une biographie qui vous définit ainsi que vos activités; avoir sa localisation mise à jour, mettre les informations les plus importantes en premier et surtout, utiliser les bons hashtags et arobases.

Pour Guillaume Djondo, "Il ne sert à rien d'identi-

d'intérêts. C'est un réseau exigeant sur lequel il faut être vigilant, notamment par rapport aux polémistes. Il faut dialoguer avec sa communauté.»

En ce qui concerne Edwige Adjo Mensah, le choix des hashtags sur Twitter est primordial.

"Pour ma part, j'ai choisi ce qui me caractérise sur le plan professionnel et/ou personnel : #activiste #SMM #Mum. Twitter est mon réseau social préféré. Il m'a donné l'opportunité de rentrer en contact avec tout type de personne, de n'importe quel métier ou pays. Twitter a révélé des talents et met en valeur le #Togo au quotidien."

Les 5 hashtags à suivre et à utiliser au Togo :

Selon Kanka-Malik Natchaba, Ministre "



Au-delà d'un classement, l'exercice a été l'opportunité pour les organisateurs de donner des indications à tous sur comment être plus « influent ». C'est-à-dire comment avoir un usage utile, bénéfique et efficace

de ce réseau social. Comme pour tout réseau social, l'expérience de chacun compte et l'influence est aussi ce qu'on ressent vis-à-vis de sa cible. Mais encore faut-il pouvoir la définir. C'est ce qui rend l'exercice intéressant. Force est de reconnaître que ce classement révèle une professionnalisation des comptes publics ou officiels. L'étude révèle aussi les progrès des comptes des personnalités politiques. C'est une satisfaction pour tous sur laquelle il faut capitaliser. Maintenant, toutes choses égales par ailleurs, il faut féliciter aussi les comptes personnels ou individuels qui arrivent parfois juste en tweetant instinctivement à figurer à une bonne place dans ce classement. Je suis sûr que c'est un bénéfice pour les twittos togolais (#TgTwittos) en général."

Fort de son succès, le partenariat entre Smart Data Power et Imagine Demain pourrait être renouvelé et réinventé, mettant en avant d'autres thématiques (art, culture, santé, environnement, énergie ...).

Quelques mots sur **Smart Data Power**

SMART DATA POWER

Smart Data Power rend la masse de données présentes sur Twitter intelligentes et intelligibles, notamment en les croisant avec l'Open Data démographique, économique, environnementale, etc.

**La méthode :** un savant mélange de Data Science et d'analyse humaine. Contrairement au Big Data, Smart Data Power se concentre sur la qualité, la précision et la vérification des informations contenues dans les biographies comme dans les tweets ou retweets. Cela permet ainsi d'identifier et d'inviter pour n'importe quel compte des profils ultra qualifiés, des middle aux tops influenceurs, et d'augmenter sa visibilité pour lui permettre de réussir sa communication d'influence.

En d'autres termes, de prendre, ou reprendre le Pouvoir sur les Data.

# L'OTR inspire la GUINEE-BISSAU

Une délégation de haut niveau de la République Bissau-Guinéenne a effectué du lundi 19 juillet au dimanche 25 juillet, une mission d'étude auprès de l'Office Togolais des Recettes (OTR).

L'objectif est de s'inspirer des réformes entreprises et initiatives prises

par l'OTR pour la perception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

L'Office est référencé par de grandes institutions comme un modèle dans la mise en place des principes de perception de la TVA suivant les normes communautaires et les recommandations du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale et de

l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE).

Plusieurs séances de travail ont été organisées sur la législation, l'organisation et le fonctionnement des unités avec la délégation Bissau-Guinéenne.



Rencontre entre la délégation bissau-guinéenne et des cadres de l'OTR

# Signature d'un protocole d'accord entre l'OTR et la Fondation SEA

La Fondation Shéyi Emmanuel Adebayor (SEA) s'engage aux côtés de l'OTR pour la Promotion du civisme Fiscal. Ce partenariat a été scellé par la signature d'un Protocole d'Accord

la Fondation SEA, a trouvé un allié légitime pour pouvoir remplir son rôle en tant qu'administration fiscale et atteindre les objectifs que le gouvernement lui a assigné.



Philippe Kokou TCHODIE (à gauche) et Shéyi Emmanuel Adebayor (à droite)

entre les deux structures, mardi 13 juillet, au siège de la Fondation SEA à Lavié dans la préfecture de Kloto.

Monsieur ADEBAYOR mettra à la disposition de l'Office Togolais des Recettes (OTR) son image et son aura pour la promotion du civisme fiscal. L'ex-capitaine des Eperviers du Togo s'engage en offrant gratuitement son image à la promotion du civisme fiscal et à contribuer à la mobilisation plus accrue des recettes nécessaires pour le financement des projets de développement.

L'OTR par cette convention avec

Le Protocole d'Accord a été signé par Philippe Kokou TCHODIE, Commissaire Général de l'OTR et Shéyi Emmanuel ADEBAYOR, Président de la Fondation SEA. C'était en présence du président de la Fédération togolaise de Football, colonel Guy Akpovi, du préfet de Kloto, des personnalités administratives et des garants des us et coutumes de la localité.

Un match de football entre l'équipe des agents de l'OTR et celle des amis d'Adébayor a précédé cette cérémonie de signature. ■

 OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Payez vos Impôts en ligne  
via

<https://e-services.otr.tg/>



# Dettes publiques africaines : Interview de Sandra Ablamba Johnson

*Ministre et Secrétaire Générale de la Présidence de la République du Togo, Sandra Ablamba Johnson est également Gouverneur du Togo auprès de la Banque Mondiale. Spécialiste du secteur privé et de la planification, elle rejoint la Présidence de la République en 2012 en qualité d'économiste senior au secrétariat technique du Conseil Présidentiel pour l'Investissement au Togo (CPIT). Elle devient, en 2017, Secrétaire d'Etat à la Présidence avant d'être nommée Ministre-Délégué, Conseiller du Président en charge du climat des affaires et de l'évaluation des politiques publiques. La ministre s'est engagée sur le sujet de la soutenabilité des dettes africaines avec « A new ROAD », le 1er think tank dédié aux dettes publiques et au financement des économies en Afrique, dont les origines remontent au début de la crise sanitaire. Elle répond aux questions du journal « Imagine Demain » sur la problématique liée aux dettes publiques africaines et sur le développement du secteur privé en Afrique.*

**Le lancement officiel du think tank « A new Road », dont vous êtes aussi membre fondateur et qui rassemble une vingtaine de décideurs et hommes politiques a eu lieu le 06 mai dernier à Abidjan. A quoi sert ce think tank concrètement ? Quelle est son ambition ?**

« A New ROAD », pour A new Round-Table On African Debts, est un think tank consacré à la problématique de la dette publique en Afrique, créé à l'initiative de Nicolas Jean, associé et membre du comité exécutif du cabinet d'avocats Gide, et de la société indépendante de conseil Global Sovereign Advisory (GSA). L'entité, à but non lucratif et apolitique, se veut un espace de réflexion, porté essentiellement par des acteurs africains, qui vise à contribuer à l'amélioration des conditions de financement des États et du secteur privé. Pour rappel, ce think tank est composé de membres de nationalités, de générations et d'industries différentes, aux parcours riches et multiples, tous rassemblés au service de

deux objectifs communs : changer de paradigme concernant les questions de financement des économies du continent et proposer un cadre de réflexion sur le traitement et la structuration des dettes.

**Dans une tribune publiée dans « Jeune Afrique », début mai 2021, intitulé « Dettes africaines : ce débat ne saurait avoir lieu sans la jeunesse ! », les auteurs, Amina Zakhnouf et Ange Bouyou-Mananga, écrivent : « Il est certain que la dette publique constitue un sujet technique, complexe mais trop souvent simplifié, touchant au quotidien et à l'avenir des populations, mais trop souvent traité sans elle ». Partagez-vous cet avis ?**

Représentant un engagement de la nation, la dette publique touche effectivement au quotidien et à l'avenir des populations. Ces dernières devraient à juste titre être informées et associées à la gestion de cette dette. Ainsi la population est la première concernée, il est donc légitime qu'elle

prenne part aux débats sur la dette. Il faut assurer une gestion orthodoxe des fonds empruntés en consultant l'opinion



**Sandra Ablamba Johnson**

publique dans la gestion des ressources. Il faut repenser la façon dont on élabore un budget en consultant la population, la société civile, la jeunesse, etc.

Conscient de cet impératif, le gouvernement togolais procède, ces dernières années, à l'élaboration du budget citoyen afin de renforcer la transparence budgétaire. L'objectif visé est de faire comprendre aux citoyens le processus budgétaire, la collecte des ressources budgétaires et leur utilisation pour la production des biens

et services au profit de la population. Aussi faudrait-il envisager la possibilité d'un financement en devises

locales, associé à une bonne communication sur la dette.

**Il y a tout un débat autour de la soutenabilité des dettes publiques. Quelle est votre approche ? Militez-vous pour l'annulation totale de la dette ?**

Les pays occidentaux empruntent aujourd'hui à taux négatifs, alors que les pays africains doivent emprunter à des taux réels oscillant

entre 4 et 8%, selon la maturité des prêts. Il faut activement valoriser en matière de notation, d'accès aux crédits, les actions et progrès concrets de l'Afrique en matière de gouvernance, de croissance économique et de développement humain réalisés ces dernières années. L'évaluation de risques est en effet biaisée. Malgré une croissance économique positive

-atteignant même des valeurs négatives dans certains pays- au taux de croissance nominal la plupart du temps, au cours des trois dernières décennies. Les pays intermédiaires et pauvres, sont censés obtenir des prêts concessionnels, mais en fait, ce type de financement n'est dans la plupart du temps accessible qu'aux pays riches. La dette africaine représente environ 365 milliards de \$. C'est à la fois beaucoup et très peu, au regard du stock mondial de dette accumulée. La dette de l'Afrique ne représente que 2% du stock mondial de dette. Un tel effort de reconduction de l'ISSD serait très supportable pour la communauté financière internationale et ne créerait aucun risque systémique. Selon les perspectives économiques du FMI (Fonds Monétaire International), révisées en avril 2021, la dette publique de l'Afrique subsaharienne atteindra 799 milliards \$ en 2022, soit 41% du PIB. Alors que, selon le dernier rapport publié sur cette question par l'Institute of International Finance (IIF), la dette publique des Etats-Unis culmine à 129% du PIB, et celle de la zone euro à 122,6%. Paradoxalement, la soutenabilité de la dette de l'Afrique est beaucoup plus préoccupante dans les débats. Loin d'être une militante de l'annulation de la dette, au-delà d'une éventuelle extension de l'initiative de suspension

# Dettes publiques africaines :

## Interview de Sandra Ablamba Johnson

de la dette (le G20 et le Club de Paris qui ont accepté d'étendre le moratoire du service de la dette jusqu'à fin 2021), on pourrait envisager la mise en place des programmes d'annulation de la dette pour des fins de soutenabilité. Tout autant que l'accès universel à la vaccination, la dette demeure un sujet central et probablement décisif. Je partage la position du CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) qui estime qu'il faut aller plus loin que soutenir les capacités de liquidités des économies nationales et qu'on « ne peut trouver de solution sans une annulation de la dette et sans l'adoption d'un mécanisme efficace de restructuration de celle-ci ». Un des plaidoyers que nous devons faire est de revisiter effectivement les dispositions existantes pour voir dans quelle mesure les pays africains peuvent bénéficier de maturités relativement longues. En complément à cette annulation, d'autres alternatives peuvent être exploitées : Mobiliser de nouvelles liquidités (les DTS par exemple), relancer les économies via des financements concessionnels, le recours au financement des banques centrales, la restructuration de la dette, reconstitution et augmentation des ressources de l'Association internationale du développement (IDA).

Une réallocation d'une part substantielle des DTS (droits de tirage spéciaux) des pays avancés au profit de l'Afrique via des instruments

tels que (i) la fenêtre de prêts concessionnels du FMI (PRGT, Poverty Reduction and Growth Trust) et d'autres trusts à créer au sein du FMI, (ii) un fond multi-objectifs de la Banque mondiale pour contribuer à financer les ODD, (iii) la Banque africaine de développement et les banques publiques ...

Les renflouements sont initialement financés par de nouvelles dettes dans certains pays de l'OCDE. Pourquoi pas dans les pays du Sud également ?

Je soutiens l'initiative de suspension du paiement des intérêts de la dette due aux créanciers du G20. C'est une solution temporaire et partielle « suspension limitée dans le temps des paiements du service de la dette ». Cela devrait permettre de libérer quelques 14 milliards de dollars qui auraient été consacrés au service de la dette en 2020. Vers la fin de l'année 2020, à peine 5 milliards de dollars avaient été libérés pour l'Afrique.

Une initiative globale tendant à ramener le stock de la dette des pays en développement d'Afrique à des niveaux soutenables est requise et doit être pérennisée. Cette nouvelle initiative doit inclure tous les créanciers : publics bilatéraux, multilatéraux, privés, entreprises multinationales, etc. (investissements dans des infrastructures telles que les ports, les aéroports, les centrales électriques etc).

Le programme de sauvetage du G20 est assorti de conditions. Les pays doivent déjà être impliqués dans un

programme du FMI, qui implique généralement une « consolidation budgétaire ». Ce qui n'est pas raisonnable dans une période de pandémie.

Les pays doivent également renoncer à contracter de nouveaux prêts aux taux du marché pendant la période du report. Cela limiterait l'utilisation de politiques fiscales anticycliques pour stimuler leurs économies -à savoir la réduction des impôts et l'augmentation des dépenses- ce que font tous les pays du G20.

Les pays pauvres risquent de perdre en aide au développement ce qu'ils gagnent dans les divers allègements de dette et programmes annoncés par les principaux donateurs.

Une partie significative de l'aide programmée a été déviée à des réponses sanitaires et humanitaires. Non seulement, il n'y a pas de ressources pour soutenir les économies, mais il y a aussi une réduction des programmes de développement dans son ensemble. De la dette pour racheter de la dette et agir sur la dette intérieure, comme ailleurs.

Il faut agir sur la dette intérieure. Cela passe notamment par la conversion de la dette intérieure en une dette moins chère, à plus longue échéance, via les banques centrales africaines.

**L'un des sujets abordés lors du sommet sur le financement des économies africaines, qui s'est déroulée à Paris le 18 mai, est le rôle du secteur privé**

**dans la relance de l'économie. Selon vous, comment soutenir davantage l'initiative privée en Afrique ? Comment mobiliser davantage les flux financiers pour développer le secteur privé sur le continent ?**

En Afrique et au Togo, c'est le secteur privé qui est, et de très loin, le moteur de nos économies. Le secteur privé assure environ 90% de l'emploi africain ! Nous sommes la « vraie » terre du secteur privé ! Nous n'avons pas d'autres choix d'être des entrepreneurs et de tout faire pour que les acteurs de l'économie privée, nationaux ou internationaux, puissent trouver chez nous les meilleures conditions pour exprimer leurs talents, se développer et investir. Plus qu'ailleurs, et en particulier en Europe, notre futur dépend du secteur privé. L'État en Afrique doit être entrepreneur, agile, innovant, réformateur, stratège et protecteur ! C'est ce qui définit l'expérience togolaise, qui est un pays entrepreneur et réformateur, agile et innovant, durable et inclusif. Le développement du secteur privé a un rôle crucial à jouer pour libérer l'immense potentiel de croissance de l'Afrique. Le soutien à l'initiative privée passe prioritairement par : l'amélioration de façon continue du climat des affaires ; les investissements dans la construction d'infrastructures essentielles ; l'élargissement de l'accès aux crédits ; le renforcement du capital humain (Former dans

les métiers innovants notamment dans la logistique, l'intelligence artificielle, etc.) ; la facilitation de l'accès aux marchés (Capitaliser sur les échanges intra africains dans le cadre de la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine, ndlr) face au bouleversement des chaînes de valeurs mondiales).

Une collaboration avec les bailleurs de fonds officiels est donc nécessaire afin qu'il y ait un contenu beaucoup plus local dans les projets d'investissement pour booster les champions nationaux.

En ce qui concerne la mobilisation des flux financiers, j'ai lu avec grande attention le dernier rapport de la CEA (Commission Economique pour l'Afrique), intitulé « Financements innovants pour le développement des entreprises en Afrique ». La CEA déplore qu'en Afrique, l'indisponibilité du financement est l'obstacle le plus grave à la conduite des affaires et souligne la nécessité de mettre en œuvre des solutions de financement innovantes en Afrique. Je partage ce constat : construire une relance économique pérenne en Afrique passera avant tout par le développement des entreprises grâce au déploiement de financements innovants, à l'image des fintechs et des instruments de partage des risques. Ces financements innovants sont de diverses natures et peuvent provenir de différentes sources, à l'image des banques, des banques de développement, de la technologie financière,

ou encore des marchés de capitaux.

La mobilisation des ressources financières pour le développement du secteur privé peut se faire par un soutien en faveur de la création du Fonds africain de développement et d'investissement privé, la mise au point des mécanismes de garantie du crédit, le renforcement et le développement des marchés financiers nationaux, la mobilisation du financement de la diaspora. Il faut formaliser le secteur informel pour accroître la taille du secteur productif, promouvoir le savoir-faire local, et entraîner l'épargne dans les circuits formels de l'économie. Et, mobiliser l'épargne locale détenue notamment par les filiales de multinationales en incitant les opérateurs étrangers déjà établis dans le pays à élever le niveau de leurs investissements tant dans des filières verticales qu'horizontales. Aussi, avoir une Alliance pour l'entrepreneuriat en Afrique, qui vise à contribuer à la mobilisation de tous les partenaires, publics et privés, prêts à appuyer le développement du secteur privé africain. L'objectif est de faire des apports en prêts et en fonds propres ainsi que de la mitigation de risques. Il faut également intensifier et rendre plus incitatif l'initiative du G20 Compact with Africa visant l'amélioration du climat des affaires dans les pays.

**Propos recueillis par Joseph Mensah-Boboe**

# Le Togo lance un agenda estival pour sa diaspora

**A**près la mise sur pied d'un Guichet destiné à la diaspora, le gouvernement a lancé un agenda à l'intention des Togolais de l'extérieur en vacances à Lomé. De juillet à septembre 2021, des concitoyens de l'étranger sont ainsi attendus au Guichet Diaspora et à la Direction des Togolais de l'Extérieur pour être édifiés sur le projet de leur recensement. Ce, en vue du lancement effectif de ce recensement. Il s'agit aussi de « faire connaître les

Togolais de la diaspora dans leur commune afin qu'ils puissent participer aux efforts de développement de leurs localités respectives », note-t-on auprès du Ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur.

Il sera également question d'offrir une assistance administrative et technique aux porteurs de projets parmi eux, à travers des Journées d'accueil et d'information, et des échanges directs, afin qu'ils puissent



REPUBLIQUE TOGOLAISE  
Ministère des Affaires Étrangères,  
de l'Intégration Régionale  
et des Togolais de l'Extérieur



## AGENDA ESTIVAL POUR LA DIASPORA

être mieux outillés pour contribuer au développement de leurs communes respectives. Secret de polichinelle,

la diaspora togolaise est d'un apport considérable à l'économie nationale. Pour preuve, cette

année 2021, malgré la Covid-19, cet apport se chiffre à 441 millions de dollars US, selon les chiffres communiqués

par le ministère.

**La rédaction**

# Le Grand Kloto accueille la deuxième phase du projet « Ton Futur Ton Climat »

**L**a journée du 16 juin a marqué le lancement national de la phase 2 du projet « Ton Futur Ton Climat » au Togo, un Projet d'appui des jeunes et des femmes pour une transition vers une agriculture durable

et une résilience climatique à travers des pratiques agro-écologiques dans les Communes du Grand Kloto au Togo.

Le projet a pour objectif de contribuer à la résilience climatique des communautés

locales fondée sur une utilisation rationnelle des ressources naturelles et une souveraineté alimentaire locale basée sur la promotion de l'agro-écologie et une valorisation des connaissances traditionnelles dans les Communes du

Grand Kloto. Ce, à travers des activités de sensibilisation et de formation sur les thématiques du changement climatique et de l'agroécologie, l'organisation d'un festival de jeunes, la mise en place d'une unité de production

d'engrais organiques Ce lancement a vu la participation des autorités locales et administratives, chefs traditionnels, ONG locales, entrepreneurs et groupements locaux et jeunes de la localité. Il a permis d'expliquer le

projet à la communauté qui s'est engagée à soutenir de son mieux les activités.

**Eve KUADJOVI-AYEDEU**



Info bien chaude, à consommer toute fraîche



republicoftogo.com

# Région Centrale : De l'eau potable à Egbandè, un centre communautaire à Banda et un marché à Taka grâce à l' ANADEB

*La réalisation des micro-actions d'infrastructures par l'ANADEB, notamment à travers le PSMICO, vise la disponibilité des services socio collectives et sociaux économiques de base dans chaque localité du pays en vue d'assurer à terme, un minimum vital pour la population.*

Les populations d'Egbandè à 25 kilomètres de Sotouboua, peuvent désormais s'approvisionner en eau potable grâce au Programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (PSMICO) mis en œuvre par l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB). La localité a bénéficié d'un forage Photovoltaïque et adduction d'eau potable avec 3 bornes fontaines. L'ouvrage a fait objet de réception le 15 avril en présence de la chefferie, du Comité Villageois de Développement, des responsables de l'Antenne Régionale Centrale de l'ANADEB et de l'entreprise attributaire EMUSEC.

«Autrefois, nous partons chercher de l'eau dans un trou qui est à 500 mètres du village et après nous souffrons des maladies hydriques. Nous sommes très contentes de cet accompagnement de la part de l'Anadeb car elle nous rend la tâche facile et nous pouvons avoir de l'eau potable à tout

moment », se réjouit koundalo TCHETINA, Présidente des femmes de la communauté d'Egbandè.

## Deux ouvrages à Banda et Taka dans le Mô grâce au projet FSB

Banda et Taka, deux

centres communautaires de Banda, équipé et alimenté par un forage, a coûté 35 521 538 francs CFA.



**L'Unité de Soins Périphérique (USP) d'Agbamassomou, réhabilité par l'ANADEB.**

Ce microprojet d'infrastructure communautaire a été appuyé par le financement de l'Appui au Développement à la Base (BOAD) (et exécuté par l'ANADEB pour un coût total de 29 727 011 F CFA. L'objectif du PSMICO est d'accompagner le processus de mise en place et de gestion des infrastructures socio collectives des communautés à la base.

localités situées dans la préfecture de Mô sont dotées respectivement d'un centre communautaire et d'un marché, dans le cadre de la mise en œuvre de la sous composante «infrastructures socio-économiques de base » du projet « Filets sociaux de Base (FSB) ». Ces infrastructures ont été réceptionnées les 19 et 20 mai, par les responsables de l'Antenne Régionale Centrale de l'ANADEB. La construction du

Quant au marché cantonal de Taka, il est composé de trois (3) hangars de marché, d'un bloc latrine pour un coût total de réalisation estimé à 33 989 138 francs CFA.

Après la réception des deux ouvrages, les responsables de l'Antenne régionale centrale accompagnés du Directeur régionale de santé (DRS), du Directeur préfectorale de santé (DPS), de l'adjoint au Maire de la commune

Mô2, ont effectué une visite à l'Unité de Soins Périphérique (USP) d'Agbamassomou, réhabilité par l'ANADEB.

«Nous avons commencé en 2016 avec une seule table, deux (2) chaises et nous avons à peine vingt (20) patients par mois. Mais après la réhabilitation du centre par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB), aujourd'hui nous avons 6 lits, des chaises avec une pharmacie bien équipée et une table d'accouchement. Nous avons maintenant jusqu'à cent (100) patients par mois. Nous disons un grand merci à la Banque mondiale et le gouvernement Togolais à travers l'Anadeb», a témoigné PALIKE Justin, infirmier d'État à l'USP Agbamassomou.

L'objectif du projet FSB depuis 2017 sur la composante 1: «Infrastructures socio-économiques de base» est de soutenir la réhabilitation et la construction d'infrastructures de base dans les communautés ciblées afin d'accroître l'accès aux services socio-économiques afférents.

Sur le plan national, 200 microprojets d'infrastructures sont prévus et 34 seront réalisées dans la région Centrale. À ce jour, 32 microprojets sont réceptionnés provisoirement et 2 sont en cours de réalisation.

Les réalisations de microprojets d'infrastructures menées par l'ANADEB avec parfois l'appui de ses partenaires comme la Banque Mondiale, et à travers les différents projets consistent en la construction, la réhabilitation et l'équipement des bâtiments scolaires, des marchés, des unités de soins de santé périphériques (USP), des ouvrages d'assainissement, des pistes rurales, et la mise en place des points d'eau potable. Ces réalisations participent au développement et le bien-être communautaire et visent à terme, à assurer un minimum vital commun pour la population.

**Cecile Sossou**

# PSMICO/Région Centrale: Les membres de pools de formateurs aguerris dans leurs rôles

**D**jarkpanga, chef-lieu de la préfecture de Mô, au nord-ouest du Togo, a abrité les 15 et 16 juillet, une session de formation des membres de pools de formateurs des communes de Mô et Mô 2. Initiée par l'agence Nationale d'appui au Développement à la Base (Anadeb), cette formation s'inscrit dans le cadre du Programme de soutien aux microprojets

la formation s'est étendue à celle de Blitta, 260 km au nord de Lomé, où elle a eu lieu les 22 et 23 Juillet au profit des membres de pools de formateurs des communes de Blitta 1,2 et 3.

Ces sessions de formations ont connu la participation de 23 personnes dont 6 femmes dans la préfecture de Mô et 30 personnes dont 5 femmes dans la préfecture

desdites communes se chargeront avec l'appui -accompagnement de l'Anadeb de la mise en œuvre des différentes activités retenues.

Le Programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (PSMICO) vise à accompagner le processus de mise en place et de gestion des infrastructures socio collectives des



**Session de formation dans le cadre du PSMICO le 15 juillet à Djarkpanga**

d'infrastructures communautaires (PSMICO) et vient renforcer les capacités des membres de pools de formateurs des communes ciblées. Elle doit également amener les communes à disposer d'une équipe de pools de formateurs compétentes pour une meilleure gestion du développement des communautés à la base.

Après la préfecture de Mo,

de Blitta. Ainsi, pour un démarrage effectif des travaux de redynamisation des Comités de Développement à la Base (CDB), un programme de renforcement de capacités a été élaboré et sera soumis aux Maires de chacune des communes pour approbation et validation.

Après approbation, le Chargé des CDB avec les membres des pools de formateurs au sein

communautés à la base.

Pour le Gouvernement, un tel programme s'inscrit dans une politique de développement inclusif, permettant de lutter contre la pauvreté, et de couvrir les besoins de base légitimes de la population.

**Cecile Sossou**

# FSB/ Les partenaires valident les sites des jardins scolaires initiés dans les écoles à cantines dans la Région des Plateaux

**U**ne mission conjointe de l'Agence Nationale d'appui au développement à la base ANADEB avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Institut de conseil et d'appui technique (ICAT) a vérifié et approuvé les sites retenus

niveau des sites retenus afin de s'assurer avec l'aide des agents de l'ICAT, de la réussite du projet. Dans la région des Plateaux, 12 écoles sur 92 ont été visitées et sont ciblées par ce projet.

En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique provisoire

communautés les plus pauvres du Togo à des repas scolaires réguliers, ce qui devrait en retour améliorer la fréquentation et la rétention dans les écoles des zones ciblées.

La cantine scolaire, sous-composante du projet Filets sociaux et services de base (FSB), a aussi



**Légende**

par les communautés bénéficiaires des cantines scolaires pour abriter les jardins scolaires.

Plusieurs critères tels que la superficie, l'accessibilité, l'agro-pédologie, la considération organisationnelle et la sécurisation foncière, ont joué en faveur de ces sites.

La mission a, au préalable, échangé avec les autorités locales (directeurs d'écoles, chefferie, Comités Villageois du Développement...), visité, contrôlé et confirmé les aspects techniques des parcelles identifiées au

2021-2022, le PAM a prévu des actions de soutien au gouvernement pour le développement de systèmes alimentaires inclusifs et nutritionnels adéquats au profit des élèves des communautés ciblées. Au titre de ces actions figure la mise en place de 50 jardins scolaires fonctionnels dans 50 établissements d'enseignement primaire bénéficiaires du projet de repas chauds dans les cinq régions économiques du pays.

Les cantines scolaires permettent d'accroître l'accès des enfants des

le mérite de booster la productivité agricole. Concrètement, elle permet aux agriculteurs du milieu, de vite écouler leurs produits en les mettant à disposition des mamans cantines qui s'en servent pour des repas aux élèves.

Financées à ses débuts par la Banque mondiale, les cantines scolaires pilotées par l'ANADEB, sont reprises en 2020, par l'État togolais avec une contribution communautaire de 10 FCFA par repas.

**Cecile Sossou**

# Perdre le corps

Un peu comme dans un rêve, vous vous retrouvez un matin, face à un inconnu qui vous propose une mission à la limite indélicate sinon insensée mais qui, à terme va s'avérer être une aubaine, l'élément déclencheur d'une aventure que l'on aimerait vivre, non pas en rêve mais dans le réel, que l'on aimerait sans fin, que l'on aimerait vivre à « perdre le corps ». Cela vous est-il déjà arrivé ?

\*  
\* \*

Maxwell, agent immobilier vivant à Lomé fait une rencontre des plus inédites avec Monsieur Adodo (togolais vivant à cheval entre la Suisse et le Togo) qui, bien que ne le connaissant pas, l'invite chez lui, se plaît à faire sa connaissance, à sympathiser avec lui pour au final lui confier une mission des plus singulières.

Plutôt que de demander à l'agent immobilier de prospecter quelques biens pour lui, il propose à ce dernier de courtiser, contre rémunération, une jeune fille, Minna, qui travaille dans une agence de pressing. Le démarcheur est ainsi invité à « démarcher la jeune fille ».

Monsieur Adodo avoue à Maxwell qu'il aimait Minna mais étant trop âgé pour elle, étant souffrant et ayant presque « perdu le corps » il ne saurait être à la hauteur de son amour pour elle. Maxwell avait donc à

la courtiser pendant au moins deux ans sans obligation de l'épouser. Cela était laissé à leur discrétion, à Minna et à lui. Non seulement Monsieur Adodo s'engage à verser régulièrement une certaine somme à Maxwell afin de lui permettre de mener à bien sa mission mais aussi, par acte notarié, à lui offrir

**de liaison assidue avec elle; et vous recevrez cette maison en échange.»**

Dubitatif au départ, Maxwell finit par accepter. Suivant l'indication de Monsieur Adodo, il fait la connaissance de la jeune Minna de qui il tombe éperdument amoureux.



Théo Ananissoh, écrivain togolais

l'une de ses maisons au bout des deux années de mission accomplie. Seule tâche, courtiser la jeune fille pendant deux ans tout en lui soumettant un rapport périodique de l'évolution de la relation.

**«Je vous propose d'aimer Minna à ma place.»**

**«Vous lui faites la cour comme par hasard et ainsi de suite. Je ne vous demande pas de l'épouser. Ce n'est pas mon affaire. Cela dépend aussi d'elle, bien entendu. Je vous demande juste, si je puis dire, il me montre deux doigts écartés, «deux années**

Fort heureusement, le sentiment est réciproque. Début d'une idylle entre Maxwell et Minna qui évolue dans le même temps avec la naissance d'une réelle amitié entre le jeune agent immobilier et Monsieur Adodo.

Tout ceci n'empêche pas Maxwell de s'interroger sur la réelle relation entre Minna et Adodo. Ont-ils déjà été intimes ? Le sont-ils toujours ? Serait-il le dindon de la farce ? Au fil du temps, il finit par réaliser que Monsieur Adodo et Minna, se connaissaient à peine... Cette découverte suscite alors de nouvelles interrogations. Quel sens donner à la mission

trop bien rémunérée que Monsieur Adodo lui confie? Quelle intention se cache derrière cette mise en scène périlleuse ? Qui est ce Monsieur Adodo, au juste ?...

A travers son récit qui se raconte tel celui d'une idylle entre deux jeunes gens, l'auteur nous fait faire un voyage

nous rappelle tout en le dénonçant, le mépris qu'on certains hommes pour la femme, pour son corps dont ils pensent pouvoir disposer à leur guise du simple fait qu'ils étaient riches et/ou puissant car détenteurs d'un certain pouvoir. Maxwell va faire l'amère expérience de cette réalité lorsqu'il se verra approcher par un riche businessman corrompu qui veut lui « acheter » Minna. Contre une forte somme d'argent, il propose au jeune homme d'accepter qu'il entretienne une relation avec sa petite amie.

**Réflexion** avec Monsieur Adodo sur notre rapport avec notre propre corps.

\*  
\* \*

**Réflexion** également par l'invitation que fait l'auteur à ses compatriotes à un sursaut patriotique, à l'amour pour leur pays, au-delà de ce qui se fait et voir au-delà de ce qu'il a pu lui-même faire.

**Réflexions et autres découvertes à vivre en voyageant à travers les pages de cet ouvrage, perdre le corps, sans absolument rien**

**perdre de sa passion pour les belles lettres.**

Cet ouvrage dans lequel les réflexions sont pour la plupart suggérées au lecteur sans être pleinement affirmées par l'auteur peut-être également qualifié d'une ode à l'amitié, à la confiance, à l'honnêteté, au don de soi et au courage. Le courage, il en a bien fallu au jeune Maxwell pour faire face au businessman véreux, lorsque dans une énième tentative d'intimidation, ce dernier eut recours à l'une de ses connaissances qui, sur la base d'un mensonge qui lui avait été servi, menaçait de le faire enfermer.

Perdre le Corps, 8ème ouvrage de Théo Ananissoh publié aux Editions Gallimard en janvier 2021 et disponible, au Club Le Littéraire ainsi qu'à la librairie Mirev.

**Steve Bodjona**  
Diplomate- Écrivain  
Président du Club «  
Le Littéraire»



**« Perdre le corps » de Théo Ananissoh, Gallimard, 280 pages, 20 euros. Actuellement disponible au Club Le Littéraire à 8500 FCFA (promotion en cours)**

**Réflexion** car l'auteur

# VACANCES EN FÊTE

**Continental**   
The Future in Motion

**Spéciale PROMO**  
-10% à 25%  
RESERVEZ MAINTENANT

RENDEZ-AU SHOWROOM



**Spéciale PROMO**  
-10% à 25%  
Dans notre Showroom

**DU 08 JUILLET  
AU 08 AOÛT 2021**



Nous libérons votre mobilité  
2556 Boulevard de la Paix, Tokoin Aéroport | o8BP. 8535, Lomé-TOGO  
Tél. (+228) 22 61 27 76/77/78 | Mob. +228 97 10 94 94 | info@diwatg.com | www.diwatg.com